

International

L'AMÉRIQUE LATINE AU MIROIR DU CORONAVIRUS

Jean-Jacques Kourliandsky

24/04/2020

Le directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation, Jean-Jacques Kourliandsky, analyse la situation sanitaire des différents pays d'Amérique latine et les stratégies mises en place – dont certaines sont pour le moins « déconcertantes » –, les origines de sa propagation, ainsi que les conséquences économiques et sociales de la pandémie dans le sous-continent.

L'Amérique latine et les différents territoires qui composent cette entité géopolitique et culturelle fragmentée, plus virtuelle qu'institutionnelle, sont soumis, comme les autres espaces du monde, au choc sans précédent d'une maladie contagieuse hautement déstabilisante, le Covid-19. Ce dernier est un révélateur social et politique inattendu, en Amérique latine, comme ailleurs dans le monde. Cette retombée collatérale de la pandémie est, au moment où ces lignes sont écrites, secondaire. La priorité est à l'urgence sanitaire. La maladie arrivée plus tardivement dans les Amériques est, en avril 2020, toujours en phase d'expansion spatiale rapide.

Il n'en reste pas moins que la brutalité et l'universalité de la contagion ont mis à nu les rouages des composantes nationales des différents continents. Et donc aussi des 19 pays traditionnellement inclus dans le sous-continent « Amérique latine ». Elle permet de faire un premier tirage argentique de ce moment historique unique qui renvoie l'image sans fard ni retouches de mécanismes politiques et sociaux habillés de « récits » légitimateurs séduisants et opaques.

L'ambition de cette note est des plus modestes. Elle ne prétend pas théoriser et certainement pas identifier des auteurs de désordre et d'irresponsabilité politique et morale. Son objectif est circonscrit à un état des lieux qui, en avril 2020, ne permet pas d'évaluation définitive. Le cycle de la contagion et des réponses qui lui sont apportées suit un cours qui n'a pas encore produit tous ses effets.

Il s'agit donc ici de présenter sous forme de « constats », un premier relevé de données sociales et politiques mises en lumière en Amérique latine par l'effet de souffle épidémiologique du coronavirus. Il a, en secouant comme un tremblement de terre les fondations des sociétés latino-

américaines, dévoilé de façon exceptionnelle leur mécanique intérieure.

Premier constat : la participation de l'Amérique latine à la pandémie est en évidence double

Le coronavirus est présent dans tous les pays latino-américains

En début d'année 2020, les données disponibles pouvaient permettre de penser que l'Amérique latine n'était pas et ne serait pas concernée par le Covid-19. Mais le 26 février dernier, le premier cas mortel était signalé à Sao Paulo, au Brésil. Au mois de mars 2020, tous les pays latino-américains ont été touchés, Haïti ayant été le dernier à notifier, le 19 mars, le cas d'une personne atteinte du Covid-19.

Carissa Etienne, responsable de l'Organisation panaméricaine de santé (OPS), a présenté le 7 avril 2020 un état des lieux. Le premier décès remonte au 26 février dernier. La barre des 10 000 victimes a été enregistrée le 27 mars 2020, soit un mois après la première disparition. Celle des 20 000 était franchie le 2 avril, sept jours après celle des 10 000. Quatre jours plus tard, le 6 avril, on comptait 30 000 victimes du coronavirus, dont 11 130 au Brésil. Le rythme de la contagion au Brésil est particulièrement rapide, puisqu'il est passé de 1 à 1000 victimes en 25 jours (du 26 février au 21 mars 2020). Et de 1000 à 2000 en 6 jours (du 21 au 26 mars 2020).

L'épidémie a progressé à des rythmes différents selon les pays. En termes absolus, le nombre de personnes infectées le plus important a été et est enregistré au Brésil, suivi du Chili, de l'Équateur, de Panama et du Pérou. En termes relatifs, en proportion des populations de chacun, les États les plus affectés sont l'Équateur et Panama. Les courbes de progression sont toutes, en avril 2020, à la hausse. Suivant pour certains pays – le Brésil et l'Équateur – une tendance espagnole et italienne. Dans ces pays, le doublement des cas enregistrés s'accélère donc rapidement.

Le coronavirus a pénétré l'Amérique latine par les canaux historiques de sa présence au monde globalisé

L'Amérique a ouvert l'ère d'un monde global au tournant des XV^e et XVI^e siècles. Cette ouverture au monde, et du monde par les Amériques, s'est faite sous le signe d'une catastrophe sanitaire. La variole introduite par les conquérants européens a décimé les populations autochtones. Aujourd'hui, c'est encore d'Europe que le Covid-19 a fait son entrée à la fin du mois de février dernier en Amérique latine.

C'est donc toujours de l'Est, d'Europe, que viennent les épidémies. Le premier mort notifié à Sao Paulo, capitale économique du Brésil, revenait d'Italie. La plupart des autres cas ont été également importés d'Italie, moins souvent d'Espagne et de France, par des touristes originaires de ces pays, des ressortissants latino-américains revenant de déplacements européens ou des travailleurs migrants. Les pesanteurs historiques héritées de la colonisation font sentir leur poids, de façon assez paradoxale. Il y a en effet un décalage entre flux commerciaux, relations économiques et courants humains. Les États-Unis et la Chine sont aujourd'hui en effet les partenaires principaux de l'Amérique latine, mais les réseaux aériens sont orientés de façon prioritaire en direction des métropoles européennes et nord-américaines. La contagion est donc fort logiquement arrivée d'Europe et non de Chine, le foyer pourtant initial.

Les pays récepteurs de touristes transportés par de véritables ponts aériens venus pour beaucoup de différents pays européens figurent parmi les plus affectés, en particulier Cuba, le Costa Rica, le Pérou et la République dominicaine. Un comparatif avec l'impact de la pandémie en Haïti, voisin de la République dominicaine, ou au Nicaragua frontalier du Costa Rica, est de ce point de vue éclairant.

Tout aussi logiquement, la pandémie a frappé les lieux relais de l'économie-monde. Le coronavirus est entré en Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Mexique et au Pérou, par les villes portuaires, les plates-formes aéroportuaires, les villes centres bancaires et de services – Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago, Guayaquil, Mexico et Lima. Elle a également touché proportionnellement à sa population beaucoup plus Panama que tout autre pays d'Amérique latine. L'économie de Panama repose sur les revenus du canal interocéanique Atlantique-Pacifique et sur une plate-forme bancaire et de services parmi les plus importantes au monde.

Enfin, les pays émetteurs de migrants en direction des pays développés ont été touchés de façon significative. Le cas de l'Équateur est de ce point de vue révélateur. Plus de 400 000 nationaux de ce pays vivent en Espagne, l'un des pays européens les plus concernés par la pandémie. L'Équateur était dès le mois de mars 2020, après le Brésil, le pays comptant le plus grand nombre de victimes. Les États-Unis, foyer principal de la pandémie au mois d'avril, n'apparaissait pas comme tel jusque-là. Il conviendra de vérifier si le Mexique et les pays centraméricains du Triangle du nord (Guatemala, Honduras et Salvador), dont plusieurs millions de ressortissants vivent aux États-Unis, ne souffrent pas d'un surplus de personnes contaminées, compte tenu des décisions d'accélérer l'expulsion des étrangers sans papiers prises le 20 mars dernier par le président Trump.

Deuxième constat : les dommages économiques du coronavirus ont été perceptibles avant ceux de la maladie

L'observation peut paraître paradoxale. Pourtant elle l'est beaucoup moins si l'on croise le calendrier d'expansion de la contagion avec la réalité des rapports économiques de l'Amérique latine. La Chine, en janvier 2020, puis en février plusieurs États européens, dont l'Espagne, ont été concernés par l'épidémie avant l'Amérique latine. Ces pays et régions foyers épidémiques ont mis progressivement leurs économies en veilleuse, fermé leurs frontières et confiné leurs populations. Or la Chine est selon les pays latino-américains le premier ou le deuxième partenaire commercial. L'Europe, en particulier l'Espagne, est un investisseur important. Les touristes européens sont particulièrement nombreux dans la Caraïbe, en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Pérou.

L'impact des décisions de défense sanitaire prises en Chine et dans plusieurs pays européens ont donc impacté les Latino-américains plusieurs semaines avant que la maladie ne soit présente sur leur sol.

En fermant leurs frontières et en confinant leurs populations, les gouvernements européens ont coupé de façon abrupte à la mi-mars 2020 la permanence des flux touristiques. Affectant immédiatement l'économie de plusieurs pays reposant sur les loisirs : Cuba, le Costa Rica, la République dominicaine et de façon moins sensible mais perceptible le Mexique et le Pérou. Ils ont ainsi perdu des milliers d'emplois et des recettes fiscales importantes.

En suspendant l'activité de ses entreprises, la Chine a par voie de conséquence interrompu, ou du moins réduit, ses commandes de biens primaires, agricoles, énergétiques et minéraux. Le manque à gagner latino-américain a été accru par les conséquences de cette forte baisse des achats chinois sur les cours. Le cuivre exporté par le Chili et le Pérou, à volume égal, a perdu de sa valeur. Tout comme le pétrole mis sur les marchés internationaux par l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Mexique et le Venezuela. Le Mexique, qui a une industrie automobile de montage, a dû ralentir l'activité de ses usines. Bien que nord-américaines, allemandes ou japonaises, ces fabriques utilisent en effet des intrants venus de Chine qui n'ont plus été disponibles dès le mois de février dernier en raison des mesures de quarantaine adoptées par les autorités de Pékin.

Les Latino-Américains étaient depuis plusieurs mois en difficultés économiques et financières, conjoncture ayant alimenté alternances électorales et mouvements sociaux tout au long de l'année 2019. Dans un tel contexte, et sans présence significative du Covid-19, le coronavirus a été perçu comme un facteur de crise aggravant la situation économique. La crise sanitaire aux États-Unis ne peut qu'augmenter les manques à gagner. Elle désorganise en effet des circuits de production

imbriqués dans ceux de l'Amérique moyenne, et perturbe de façon plus générale les flux avec l'ensemble de la région. La mise en chômage de millions de salariés aux États-Unis peut par ailleurs provoquer une chute des envois d'argent des migrants vers le Mexique et les pays du Triangle du nord. Elle peut aussi générer un mouvement de reflux migratoire vers des pays d'origine en grande difficulté.

Tout cela alors que ces pays doivent affronter en parallèle le défi sanitaire qui a fini par les toucher à partir de la mi-mars 2020.

Troisième constat : l'Amérique latine est menacée par le coronavirus et fragilisée par les inégalités

L'Amérique latine n'est pas la région la plus pauvre du monde, mais elle est celle où les inégalités sont les plus fortes. Un environnement ayant logiquement une incidence forte sur la réactivité des systèmes de santé publics ainsi que sur l'efficacité des mesures préventives lorsque la décision est prise de les mettre en œuvre.

La grande pauvreté avait diminué dans les années 2000-2014. Des programmes volontaristes d'aides aux plus défavorisés avaient en effet été mis en œuvre du Mexique à l'Argentine, alimentés par les revenus d'un cycle exportateur exceptionnel, en volume comme en valeur, des matières premières agricoles, énergétiques et minérales, et tirés par une demande chinoise inédite. La demande en produits primaires latino-américains ayant chuté sous l'effet du ralentissement de la demande chinoise, le retour de gouvernements libéraux-conservateurs ayant remis en question le périmètre des politiques sociales, et les sanctions unilatérales des États-Unis réactualisées dans le cas de Cuba, et élargies au Venezuela, ont dégradé les indicateurs sociaux et les services publics de santé.

Le coefficient de Gini qui mesure les écarts de revenus est reparti à la hausse, comme la part de la population ayant basculé du travail salarié à l'informalité. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté devrait passer en 2020 de 185 à 220 millions. L'informalité, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT), serait passée de 2012 à 2018 de 21,1% à 23%. Le périmètre d'informalité est sur un éventail allant de 17% des personnes en âge de travailler, au Chili, à 62% en Bolivie.

La couverture sanitaire publique des pays latino-américains, déjà insuffisante, a été fragilisée. Alors qu'elle était soumise dans certains pays à la pression d'autres défis – la dengue, la rougeole –, elle s'est trouvée face à une nouvelle maladie, le Covid-19. Les systèmes de santé,

indépendamment de leur qualité, ne sont pas partout ou totalement universels. La couverture l'est pratiquement au Costa Rica, à Cuba, en Colombie, au Pérou et en Uruguay. Elle l'est à plus de 70% en Argentine, au Brésil et au Panama. En revanche, les services de santé publique de Haïti, du Guatemala et du Honduras ne peuvent répondre aux attentes que de 49 à 65% de la population. Les budgets consacrés à la santé publique ne sont pas, en règle générale, en mesure d'offrir des soins de qualité. Les capacités élémentaires d'accueil des malades, avec un nombre de lits disponibles comme celui de lits équipés pour l'urgence, sont insuffisantes. Cela dit, les écarts statistiques sont importants d'un pays à l'autre. Cuba consacre 10% de son PIB aux dépenses de santé, le Guatemala 0,2%. La moyenne européenne se situe entre 8% (Espagne, Royaume-Uni) et 10% (Allemagne, France). En valeur absolue, la moyenne 2017 des dépenses de santé par personne aura été de 1076 dollars en Amérique latine et de 3364 en Europe. Ici encore, il convient de prendre en considération de fortes différences entre pays. Cuba dépensait, en 2017, 2486 dollars par habitant, l'Argentine 1917, le Brésil 1476, le Honduras 395, et Haïti 146.

Comparatif des dépenses de santé (en pourcentage du PIB) et nombre de lits disponibles pour 10 000 habitants : Argentine : 2,2% – 50 lits/10 000 habitants ; Bolivie : 2,4% – 11 ; Brésil : 3,8% – 22 ; Chili : 3,5% – 22 ; Costa Rica : 0,6% ; Colombie : 3% – 15 ; Cuba : 10% – 52 ; Équateur : 1,5% – 15 ; Guatemala – 6 : 0,2% ; Haïti : 0,7% – 7 ; Honduras : 0,7% – 7 ; Mexique : 1,6% – 15 ; Nicaragua : 2,4% – 9 ; Panama : 1,5% ; Pérou : 1,4% – 16 ; République dominicaine : 1,2% ; Salvador : 0,7% ; Uruguay : 1,2% – 28 (Source : *El Pais América Latina* et John Hopkins University)

L'irruption de la pandémie dans un contexte sanitaire et social aussi difficile et conflictuel a bousculé les certitudes de la quasi-totalité des gouvernements. Certains ont réagi de façon irrationnelle, pour d'autres d'une manière responsable, pour beaucoup avec retard, et enfin pour quelques-uns en instrumentalisant la crise sanitaire à des fins politiques.

Quatrième constat : une double esquivé à la crise sanitaire

Le déni a été la réaction choisie par un certain nombre de responsables politiques

La marge de manœuvre budgétaire est, quel que soit le gouvernement concerné, limitée. Le plancher social et hospitalier est tel qu'une réponse adaptée suppose une réponse financière que certains gouvernants ont jugé trop élevée.

Jair Bolsonaro, président brésilien a donc minimisé la gravité de la maladie. Il s'agit, a-t-il déclaré le

15 mars dernier, d'une « grippette » ou d'un « refroidissement [...] Il n'y a pas à se névroser, tout le monde va être tôt ou tard malade, ce n'est pas la fin du monde ». Passant aux travaux pratiques, il a donc multiplié les actes publics auprès des travailleurs de rue, serrant des mains, en présence des caméras de télévision. Son homologue mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador, a fait le même choix dans un premier temps, a recommandé à ses concitoyens de continuer à fréquenter cafés et restaurants, et a multiplié devant les caméras les bains de foule. De façon moins ostentatoire, d'autres chefs d'État, comme le chilien Sebastian Piñera, ont adopté des mesures minimales afin de maintenir le pays en normalité économique. Certains ont même, comme Daniel Ortega, président du Nicaragua, littéralement disparu de la vie publique, sans prendre aucune mesure visant à protéger la population.

Ces dénis de réalité sanitaire ont parfois été accompagnés d'un recours aux remèdes spirituels, qui présentent l'avantage d'aller à la rencontre de croyances collectives ancestrales et de ne pas solliciter à l'excès les caisses de l'État. Les autorités costariciennes ont ainsi mis un hélicoptère à disposition de l'Église catholique pour survoler le territoire national avec un passager insolite, la vierge des Anges exceptionnellement extraite du sanctuaire de Cartago pour effectuer un périple aérien inattendu au-dessus du territoire national. Dans le Nicaragua voisin, le couple présidentiel Daniel Ortega et Rosario Murillo a encouragé la population le 14 mars dernier à participer à une marche dans la capitale « d'amour en temps de coronavirus ». Plus au nord au Mexique, le chef de l'État, Andres Manuel Lopez Obrador, a commencé sa conférence de presse du 19 mars dernier en tirant de l'une de ses poches une collection de médailles religieuses, médailles qui selon son propos ont « arrêté l'ennemi, parce que Jésus est avec moi ». En Amérique du sud, le président brésilien, Jair Bolsonaro, a publié un décret le 26 mars 2020 incluant les églises et les temples dans les services essentiels devant rester ouverts.

La pandémie a été instrumentalisée à des fins politiques et/ou religieuses

La crise a constitué pour certains dirigeants une aubaine politique. En Bolivie, gouvernée par des autorités à la légitimité contestée, la crise a permis de reporter la date de l'élection présidentielle, et ainsi d'accorder une prolongation de l'État de fait que le gouvernement s'efforce de contrôler après l'adoption d'un décret d'urgence sanitaire permettant la mise en examen de tous ceux qui en contestent le bien-fondé mais aussi de ceux qui critiquent les autorités. Au Chili, la pandémie a permis de suspendre radicalement les mouvements sociaux et la campagne référendaire visant à autoriser l'éventuelle mise en place d'une Assemblée constituante. Le président Sebastian Piñera s'est rendu le 4 avril 2020 dans l'épicentre des manifestations organisées dans la capitale d'octobre 2019 à mars 2020, la « Plaza Italia », qui pendant toute l'effervescence revendicative lui avait été interdite. Il s'est fait prendre en photo et filmer.

Divers acteurs de la vie politique ont saisi de façon opportune le moment actuel pour faire avancer leurs intérêts. En Bolivie, le Mouvement vers le socialisme (MAS), formation de l'ex-président Evo Morales, a négocié avec l'ambassade de Cuba à La Paz l'envoi d'une mission médicale et d'une aide. Cette initiative, prise dans le contexte de la campagne présidentielle, n'avait pas pour objectif premier d'apporter un secours médical à la population. La présidence et le gouvernement de fait, pour les mêmes raisons, ont rejeté la proposition. En Colombie, le confinement de la population a donné aux groupes criminels opposés au respect des Accords de paix signés en 2016 par le président de la République d'alors, Juan Manuel Santos, et la direction des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) l'opportunité d'assassiner à leur domicile les leaders de mouvements sociaux qui défendent les intérêts des autochtones et des petits paysans.

Certains responsables religieux ont proposé une lecture apocalyptique de la pandémie. Pour l'évêque mexicain de Cuernavaca, la maladie est un châtiment de Dieu à son peuple qui a permis l'adoption de lois autorisant l'avortement et remettant en cause l'ordre familial. Ailleurs et en particulier au Brésil, les confessions évangélistes pentecôtistes ont vu Satan derrière le coronavirus, selon le propos tenu le 22 mars dernier par « l'évêque » de l'Église universelle du Royaume de Dieu, Edir Macedo. Au Chili, les églises évangéliques ont sur les réseaux sociaux appelé à ne pas respecter la quarantaine. Un message entendu et relayé au Brésil par Jair Bolsonaro et au Nicaragua par le président Daniel Ortega et la vice-présidente, son épouse, Rosario Murillo. Jair Bolosonaro a reçu une délégation de pasteurs le 4 avril dernier et décrété que le 6 serait une journée « de jeûne et de prière ». Au Nicaragua, Rosario Murillo a recommandé aux Nicaraguayens « de marcher avec la force de la foi ».

Cinquième constat : la responsabilité sanitaire, un pari incertain

En dépit du contexte difficile, signalé précédemment, les mesures de prévention ont fini par s'imposer fin mars 2020 à tous les gouvernements, Nicaragua excepté. La prévention est apparue comme la meilleure arme à la disposition d'États aux infrastructures curatives déficitaires et en incapacité plus ou moins grande d'apporter des réponses adéquates à la pandémie. Tous ont fermé leurs frontières terrestres, suspendu les relations aériennes, ici encore à l'exception du Brésil, du Mexique et du Nicaragua, qui ont maintenu quelques liaisons extérieures ouvertes. Le confinement a été appliqué par beaucoup et quasiment tous ont adopté des plans d'urgence économique et sociale, le tout sous couvert d'un État d'exception, d'appellations diverses selon les pays.

L'Argentine, la Bolivie, le Pérou et le Salvador ont les premiers pris l'exacte mesure du défi, en adoptant rapidement toute la gamme de mesures préventives disponibles : confinement général, fermeture des frontières, suspension des liaisons aériennes, fermeture des écoles. Des mesures

qui ont été accompagnées de programmes d'assistance aux travailleurs informels, particulièrement nombreux on l'a vu en Amérique latine, et qui étaient mis en danger par les politiques de confinement. « Le confinement, c'est [pour eux] la mort » (de faim), a déclaré Mgr Mario Alvares, évêque du Choco, région la plus pauvre de Colombie. Ces dispositifs ont été ultérieurement appliqués et même affinés par la majorité des autres États, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Mexique, Panama, la République dominicaine et l'Uruguay.

Compte tenu des moyens structurellement insuffisants et de conjonctures défavorables, la recherche de consensus internes et de soutiens extérieurs conditionne le succès des mesures sanitaires et budgétaires prises par les différents gouvernements. En avril 2020, rien ne laisse présager que le consensus interne et un appui international puissent être obtenus par les différents pays d'Amérique latine.

Les consensus internes sont variables. Ils sont dans certains cas inexistantes ou limités en raison de contextes conflictuels puissants, antérieurs à la pandémie. Le cas le plus caricatural est celui du Venezuela. Les opposants les plus résolus ont intégré le coronavirus dans leur combat. Leopoldo Lopez, responsable du parti de droite Voluntad Popular, réfugié à l'ambassade d'Espagne à Caracas, estime que la meilleure manière d'apporter une aide médicale au peuple vénézuélien est de forcer Nicolas Maduro à quitter le pouvoir. Cette approche est aussi celle de Cubains expatriés aux États-Unis. Mais on l'a vu, les querelles électorales, sociales et partisans, en Bolivie et au Chili, interfèrent et freinent toute possibilité de consensus sanitaire. Dans quelques autres pays, comme au Brésil et au Nicaragua, la politique choisie par la plus haute autorité de l'État a provoqué de profonds désaccords. Ces désaccords ont été à l'origine d'une crise institutionnelle aiguë au Brésil. Jugé irresponsable par une partie de ceux qui ont appuyé son accession à la présidence, Jair Bolsonaro a pris des décisions qui ont été censurées par la justice, le Parlement et la majorité des gouverneurs d'États.

Les conséquences des mesures sociales et budgétaires mises en œuvre pour freiner la contagion, garantir un revenu minimum aux travailleurs informels affectés par le confinement, faire face aux conséquences du ralentissement de l'économie mondiale, et éviter la faillite des entreprises, dépassent les capacités financières des États latino-américains. Dès avant la crise sanitaire, l'Argentine et l'Équateur, gravement endettés, avaient demandé au FMI un étalement ou un report des échéances, et de nouvelles facilités. La Colombie a sollicité le FMI pour un prêt extraordinaire de 11 milliards de dollars.

Les pays européens gravement touchés par cette crise sanitaire sont accaparés par leurs difficultés et sans doute plus ouverts à aider leurs premiers voisins et partenaires du Sud, en

Afrique et au Proche-Orient. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et la Haut-Responsable aux droits humains, Michelle Bachelet, ont lancé un appel à la solidarité et à la levée des sanctions visant, en Amérique latine, Cuba et le Venezuela. Les États-Unis, qui appliquent ces sanctions de façon unilatérale, ont signalé le 31 mars dernier leur accord sous réserve que soient organisées au plus tôt des élections libres et transparentes au Venezuela, mais sans Nicolas Maduro, qui depuis le 26 mars fait l'objet aux États-Unis d'une mise en examen comme trafiquant de stupéfiants. Des manœuvres militaires aéronavales ont été décidées par Washington entre Cuba et le Venezuela le 4 avril 2020, pour lutter contre l'expansion du Covid-19 alimentée, selon la Maison Blanche, par le trafic de stupéfiants. Cette orientation a été validée par l'expert du président Trump pour l'Amérique latine au Conseil national de sécurité, Mauricio Claver Carone, sur une chaîne de télévision de Floride, État clef pour toute élection présidentielle, et État de résidence d'importantes communautés binationales, d'origine cubaine et vénézuélienne. Par ailleurs, le président Donald Trump en quête de bouc-émissaire a multiplié les menaces à l'égard de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La Chine peut-elle dans une telle situation constituer un recours ? Prise elle-même dans les filets d'une crise qui l'a frappée la première, elle n'a certainement pas le périmètre financier lui permettant de se substituer aux États-Unis et aux Européens. Cela dit, la principale entreprise privée chinoise de communication, Ali Baba, a fait don de 2 millions de masques, 104 respirateurs et 400 000 tests à plusieurs pays d'Amérique latine. La Chine vendant de même ses respirateurs et masques, le Mexique a passé commande. Elle peut aussi élargir son approche traditionnelle de crédits garantis, pour ceux qui le peuvent, par des produits primaires agricoles, énergétiques et minéraux, ainsi auprès de l'Équateur. Néanmoins, son aide, sa coopération et son commerce ne sont pas acceptés par une partie de l'équipe actuellement au pouvoir au Brésil. La Chine a été ainsi ciblée publiquement, de façon au minimum maladroite, par l'un des fils du président Bolsonaro, puis par le ministre de l'Éducation.

Conclusions provisoires

Les lendemains s'annoncent incertains. La maladie, faute d'infrastructures sanitaires solides, en raison du contexte social, des querelles aux sommets des États et des retards dans les prises de décision, va poursuivre sa progression. Les mesures malgré tout adoptées pour faire face sont d'autant plus destabilisatrices pour les économies que ces États étaient déjà en difficulté. La Chine, paradoxalement, pourrait en reprenant ses activités industrielles et donc ses achats de matières premières permettre d'amortir le choc. La Chine est en effet, rappelons-le, le premier ou le deuxième partenaire commercial des pays latino-américains.

Dans le « sauve-qui-peut » général, certains États jouant en solo ont trouvé quelques martingales leur apportant un peu d'air. Le Mexique a claqué la porte de l'OPEP qui a négocié le 9 avril dernier un

cessez-le-feu entre l'Arabie saoudite et la Russie sur la base d'une baisse de production destinée à faire remonter les cours du baril. Les États-Unis ont assumé le refus du Mexique en reprenant à leur compte le quota mexicain. Donald Trump et Andres Manuel Lopez Obrador ont négocié ensemble cet arrangement triangulaire insolite.

Cuba, de son côté, s'efforce de compenser la chute des revenus tirés du tourisme, réduits à zéro par le Covid-19, par la conquête de nouveaux marchés médicaux extérieurs. Une décision offrant deux avantages : faire rentrer les devises dont le pays a un urgent besoin, et en raison des avertissement dissuasifs adressés par les États-Unis aux gouvernements sollicitant Cuba, apparaître comme solidaires des pays en manque de personnel médical pour faire face à l'épidémie. Depuis les débuts de la crise sanitaire, des brigades de médecins cubains ont été envoyées en Andorre, en Angola, dans la plupart des États de la Caraïbe, en Italie (Lombardie) et dans les départements et territoires français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Pierre-et-Miquelon).